

**Allocution de Gaspard-Hubert Lonsi Koko,  
futur candidat à l'élection présidentielle,  
à l'occasion du cinquantenaire  
de l'indépendance de la République Démocratique du Congo**

Chers Compatriotes,

Le 30 juin 1960, la République Démocratique du Congo a vécu un événement déterminant pour son avenir. Pour les uns, ce jour-là, notre cher et beau pays a accédé à l'indépendance. Pour les autres, il ne s'est agi que d'une simple reconnaissance internationale. Rappelons que même si la reconnaissance n'est pas une condition nécessaire à l'existence d'un État, la non-reconnaissance de cet État par la communauté internationale représente un lourd handicap. Toutefois, au-delà de cette nuance sémantique, la date du 30 juin 2010 doit être pour toutes les Congolaises et tous les Congolais un moment fort et intense de réflexion, donc de méditation, afin de faire le bilan et de tirer les conclusions réelles 50 ans après. L'objectif, c'est de nous retrouver face à nous-mêmes pour mieux orienter notre destinée commune. Nous devons donc définir les voies et moyens susceptibles de permettre à la Nation congolaise et aux générations futures de vivre sans aucune contrainte. Il est de notre devoir de permettre à nos enfants et petits enfants **de savourer dans la joie et l'allégresse la Liberté et la Démocratie, la Justice et la Sécurité, la Paix et la Concorde politique ainsi que l'Unité et la Réconciliation nationales.**

Depuis l'accession de la République Démocratique du Congo à l'indépendance, le contexte politique local est sans arrêt caractérisé par l'instabilité chronique, la faiblesse de ses institutions étatiques et de sa culture politique, ainsi que l'ingérence extérieure. La période allant de l'indépendance, ou de la reconnaissance internationale, à la prise de pouvoir par le général Joseph-Désiré Mobutu, le 24 novembre 1965, était marquée par une forte instabilité, due tant aux initiatives extra-continentales qu'aux faiblesses de la jeune classe politique congolaise mal préparée, divisée, manipulable. La sécession katangaise, l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba, les mouvements autonomistes et la constitution des « provincettes », la rébellion muleliste et la division du pays ont constitué les épisodes politiques les plus marquants de cette période.

La prise du pouvoir de Mobutu en 1965 a fait place à une nouvelle ère, caractérisée par une stabilité relative, qui s'est surtout reposée sur la répression. Un pouvoir central fort a muselé toute expression politique. Dès la fin des années 1970, le pays fut baptisé Zaïre. Il en fut de même du fleuve et de la monnaie. La détérioration accélérée des structures étatiques et l'effondrement des finances publiques ont fini par affaiblir le régime mobutiste. Une corruption galopante et une généralisation des

## *Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

phénomènes de népotisme n'ont fait qu'aggraver cet état de déliquescence.

*Aujourd'hui, on peut aisément affirmer que le constat du régime mobutiste était accablant : l'action publique ne se souciait guère des préoccupations de la population. On a assisté au paradoxe zaïrois. En effet, l'effondrement par pans entiers de l'appareil d'État a débouché sur une conflagration majeure aux conséquences humaines, sociales et économiques néfastes, alors qu'une poignée d'individus, c'est-à-dire la nomenklatura, vivait dans l'abondance.*

Avec la guerre dite de « libération », menée depuis l'Est du pays en septembre 1996 par ceux que l'on appelle les banyamulenge, sous la direction d'une coalition de pays frontaliers, on a assisté à la fin de l'État zaïrois, la base armée du régime s'étant effondrée sans presque combattre. *L'espoir suscité par l'installation de Laurent-Désiré Kabila au pouvoir a néanmoins été très vite déçu en l'absence d'ouverture politique et de recherche d'un consensus minimum sur l'État à reconstruire. Incohérence et inconsistance des politiques, concentration, ethnicisation et personnalisation du pouvoir, ont fini par provoquer en très peu de temps mécontentements et dissensions.*

Sous la pression de la communauté internationale, un accord de cessez-le-feu a cependant été signé à Lusaka en juillet et août 1999 ; il s'est reposé *grosso modo* sur la cessation des hostilités et la mise en place de procédures de désengagement des forces armées étrangères, la neutralisation des groupes armés opérant au Congo et la tenue d'un dialogue inter-congolais. Mais la mise en œuvre des Accords de Lusaka s'est avérée d'emblée difficile. Peu de progrès avaient été réalisés au début de l'année 2001. Suite à l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila en janvier 2001 et à l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila, on a cru qu'une fenêtre d'opportunité allait se dégager pour sortir le pays de la guerre et renouer avec la stabilité structurelle. En avril 2003, un accord entre les différentes parties a été signé. De fait, un gouvernement de transition a été formé, ayant instauré le partage des pouvoirs entre Joseph Kabila et ses opposants dans l'attente des élections à maintes reprises reportées. Finalement, elles se sont déroulées entre juillet et octobre 2006 grâce à une large implication de la communauté internationale. Cette élection a été remportée, d'une manière ou d'une autre, par Joseph Kabila face à Jean-Pierre Bemba.

Chers Compatriotes,

Force est de constater que, de nos jours, l'unité nationale est toujours fragile. De plus, certaines régions de l'Est du Congo sont encore sous l'influence des groupes rebelles comme les rebelles ougandais de la LRA dans la province orientale, les FDLR rwandais et les milices maï-maï au Kivu... Face à ces mouvements, l'armée congolaise est mal organisée. Notons que les éléments des FARDC qui combattent

*Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

ces temps-ci les FDLR sont constitués en majorité des transfuges du CNDP. De fait, si on ne fait pas très attention, on risque de transposer au Congo le problème ethnique rwando-rwandais avec tout ce que cela comporte comme conséquences néfastes.

De toute évidence, la corruption endémique du commandement de l'armée congolaise explique la cuisante défaite des FARDC dans la région du Kivu. Aux yeux de nos officiers, l'armée représente une pompe à finances. En conséquence, les détournements de soldes, de fournitures et de matériels militaires, de rations alimentaires destinées aux troupes sont fréquents et constituent la cause du découragement ainsi que du comportement peu glorieux des éléments des FARDC dans l'Est du pays. L'attitude de nos officiers est pour beaucoup dans l'incapacité de nos soldats à opérer de manière efficace à travers le territoire national.

Un autre défi à relever, autre que celui relatif à l'unité nationale, c'est celui de l'équilibre financier entre les provinces et le gouvernement central. La Constitution adoptée le 18 février 2006 a prévu un redécoupage des 11 provinces existantes en 26 entités. Ces nouvelles provinces généreraient 40 % du revenu national, cela quadruplerait leurs budgets. Or, la matérialisation de ces 26 provinces n'est pas encore effective, rendant ainsi anticonstitutionnels le Sénat et les Parlements provinciaux élus sur cette base. Quant aux 40 % réservés aux recettes des provinces, l'État ne les rétrocède guère, révélant de fait l'inefficacité du système central qui prive les gouvernorats de moyens financiers.

*De toute évidence, la tenue de l'élection présidentielle de 2006 n'a pas été suivie de construction des infrastructures de transport, ni de la consolidation des fonctions étatiques, ni de la limitation des phénomènes de corruption. Au contraire, elle a privilégié l'amnistie des anciens chefs de guerre au lieu de les faire condamner par un tribunal interne ou par une juridiction internationale.*

On réalise combien le retour à la paix et à la stabilité structurelle en République Démocratique du Congo sera un processus de longue haleine. Néanmoins, un désengagement ne pourrait conduire qu'à de nouvelles catastrophes aux conséquences incalculables pour l'avenir du Congo, de la sous-région et, dans le contexte de la mondialisation, pour toute la communauté internationale. **Ainsi est-il nécessaire de s'atteler à l'émergence d'un autre régime à Kinshasa susceptible d'impulser une nouvelle dynamique et de faire renaître l'espoir dont ont tant besoin les populations sous-régionales.**

Chers Compatriotes,

Les conséquences socio-économiques du conflit survenu dans l'Est de notre pays sont catastrophiques : au moins 6 millions de pertes en vie humaine, plus de 7 millions de

### *Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

déplacés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, plus de 75 000 personnes en armes dont au moins 15 000 enfants soldats. On constate aussi une nette régression du revenu, et bien qu'une grande partie de l'économie congolaise soit non monétaire, le PNUD estime cette régression à 0,20 USD par habitant et par jour (78 USD par an).

La paupérisation généralisée, marquée par des taux de chômage record dans les villes, par l'inadaptation ou le non-paiement des salaires et par l'atrophie de l'ensemble des revenus du travail, se traduit par d'énormes difficultés pour la majorité des familles à s'assurer une alimentation minimale. La diminution de la production agricole, à cause de l'insécurité et des difficultés d'écoulement des produits principalement du fait du gel de la navigation fluviale et de la guerre, contribue à cette pénurie alimentaire des villes ainsi qu'à l'appauvrissement des campagnes. La malnutrition des enfants de 0 à 5 ans est en forte augmentation. Pour cette catégorie, elle a un taux de prévalence de 13 %, soit environ 1 350 000 enfants.

Le tableau sanitaire de la République Démocratique du Congo est tout également sombre avec une mortalité maternelle croissante qui est passée de 500 décès pour 100 000 naissances à 3 000 décès pour 100 000 naissances, une mortalité infantile de 150 ‰, une recrudescence du paludisme, du VIH/SIDA, de la tuberculose...

La pauvreté dans le domaine de la santé est vécue au quotidien. Les hôpitaux du secteur public sont souvent dépourvus d'équipements et de médicaments pour les soins nécessaires. La situation est telle qu'on en arrive à des phénomènes très marqués de criminalisation : la multiplication sauvage d'officines privées de soins, la rétention des malades en otage et des biens en gage, le refus des soins aux indigents, le recours à l'automédication ou à des médecines traditionnelles peu orthodoxes...

Le secteur de l'éducation manque de moyens pour dispenser un enseignement digne de l'éducation nationale. Depuis l'effondrement économique du pays, l'enseignement primaire est quasi intégralement à la charge des parents, dont les revenus se trouvent déjà très affaiblis par la crise économique. La rémunération des enseignants, l'uniforme, les cahiers et les manuels grèvent lourdement le budget des ménages. S'ajoutant aux dépenses de santé, les frais scolaires des enfants finissent par consommer la totalité des maigres budgets familiaux. Il s'ensuit une désaffection pour l'école formelle, une refuge dans les sectes et leurs enseignements qui, dans les villes, constituent l'alternative à la misère.

En République Démocratique du Congo, de nombreuses villes de taille moyenne restent privées d'eau et d'électricité. En zone rurale, seulement 24 % de la population ont accès à l'eau potable. Quant aux infrastructures de transport, il est en état de délabrement. Partout aussi, l'accès aux autres services publics tels que l'eau potable, l'électricité, l'assainissement, le transport, sont en constante régression. L'accès au

*Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

logement est lui-même de plus en plus précaire.

Quant à l'unité familiale, elle est fragilisée et menacée d'éclatement. Il s'y installe une inversion réelle des valeurs, marquée par le travail des enfants, la prostitution – y compris des enfants –, l'exacerbation des phénomènes tels que les enfants des rues, la sorcellerie, la mendicité, la petite et la grande délinquance.

Bien que cette aggravation de la pauvreté et de privation des droits fondamentaux soit généralisée, de nombreuses parties du territoire, enclavées et/ou insécurisées, connaissent des situations encore plus dramatiques. Les populations déplacées, dont certaines en mouvement constant, y sont particulièrement vulnérables. Pour ce qui est de la paix, on assiste à une insécurité grandissante, Joseph Kabila étant incapable d'impulser des initiatives pour stabiliser le pays.

L'inégalité des situations et des droits entre les femmes et les hommes en République Démocratique du Congo est la règle et elle tient tant à l'emprise des traditions qu'à l'inadéquation et au non-respect des lois en vigueur. Le recours à la coutume est en effet largement prépondérant.

Les femmes ne sont le plus souvent que symboliquement représentées, tant dans les institutions étatiques que dans les partis politiques ou les organes représentatifs de la société civile. Elles sont quasi-absentes de toutes les instances d'élaboration des programmes économiques et de développement.

Les filles sont aussi le plus souvent défavorisées dans le processus de sélection des enfants pouvant bénéficier de la scolarisation, processus auquel sont contraints les parents congolais. On assiste également à un taux élevé d'abandon des études à cause des grossesses et des mariages précoces. La proportion de femmes et jeunes filles victimes de violences sexuelles n'est pas sérieusement prise en compte et ce phénomène est aggravé par la situation d'insécurité, ainsi que la non-présence de l'État sur l'ensemble du territoire national.

Chers Compatriotes,

Au Congo, la situation de guerre et la débâcle de l'administration sont les causes principales d'une crise économique sans précédent. Mise à part l'exploitation illégale des ressources naturelles, les exportations sont fortement réduites en raison de l'insécurité, des difficultés d'accès, et du délabrement général des infrastructures routières. Les indicateurs sociaux et économiques rendent le pays éligible pour certains programmes internationaux, sous la condition que la situation politico-militaire évolue dans le bon sens.

## *Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

Le peuple congolais, de l'avènement de Joseph-Désiré Mobutu à la présidence de Joseph Kabila, a toujours été victime de la violation du sacro-saint principe de la séparation des pouvoirs. En effet, le peuple congolais paie les frais du gangstérisme politique, du chevauchement et de l'empiétement dans la conduite des affaires publiques, rappelant ainsi la dictature outrancière hier encore combattue par ceux-là même qui sont aujourd'hui au pouvoir. Les récentes violations flagrantes, fréquentes et intentionnelles de la Constitution, notamment dans ses articles 213 et 214, ont transformé le chef de l'État en « *homme-organe* » dans le seul but d'honorer des accords contractés en secret au détriment du peuple congolais. En foulant aux pieds la Constitution de la République Démocratique du Congo telle qu'approuvée par le peuple souverain par référendum – spécialement les dispositions des articles 16, 64, 65, 66, 100, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117 et 165 –, Joseph Kabila a mis à mal la cohésion nationale. Il a donc porté un coup fatal aux combats en vue de la libération et de l'émancipation du peuple congolais. Ainsi a-t-il contribué à l'anéantissement de tous les efforts fournis depuis 50 ans d'accession de la République Démocratique du Congo à la souveraineté internationale (1960-2010) durant lesquels le pays a été astreint à 41 ans d'un système politique dictatorial (1965-2006), 15 ans de transition politique (1990-2005), 7 ans des conflits armés internationalisés ayant occasionné plus de 6 millions des morts parmi les populations civiles et sans défense (1996-2003), 3 ans de gestion consensuelle du pays et de privatisation de la vie publique nationale par des seigneurs des guerres pourtant présumés auteurs des crimes imprescriptibles perpétrés dans notre pays (2003-2006) et plus de 10 ans de présence sur le territoire national de la plus grande, la plus importante et la plus budgétivore mission de maintien de la paix des Nations Unies (1999-2010).

Cet acte grave, de la part de la magistrature suprême, ne doit en aucun cas laisser indifférents les parlementaires, indépendamment de leur appartenance politique, ni le peuple congolais qui doit assumer ses responsabilités en dénonçant publiquement les manœuvres politiciennes de nature à hypothéquer son avenir. Pourtant, dans l'euphorie de son élection en 2006, Joseph Kabila a déclaré : « *Avec l'accord de vous tous, j'annonce [...] la fin de la récréation afin que le peuple puisse se consacrer entièrement au travail, et ce dans la paix et la tranquillité* ». Ainsi a-t-il annoncé les cinq chantiers devant couronner son mandat présidentiel : infrastructure, emploi, éducation, santé, eau et électricité. Qu'en est-il de ce programme ? Cinq sentiers dont les résultats constituent, à en croire la majorité de Congolais, un échec incontestable. Faut-il conclure que la récréation n'a jamais réellement pris fin ?

Chers Compatriotes,

Le nœud du problème qu'il faudra dénouer n'est pas tant l'échec patent de la présidence de Joseph Kabila, mais la compréhension des fondements de la violence dans notre pays. Comment se fait-il que depuis l'indépendance le Congo a sans arrêt

## *Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

été gouverné par un jeu d'instabilité ? Instabilité qui est organisée soit par le gouvernement central, soit par les autres acteurs. Au-delà de la difficulté du leadership congolais à gouverner le pays, reconnaissons d'emblée que l'appartenance à une communauté nationale existe seulement dans les esprits des Congolais, mais non dans les échanges quotidiens compte tenu de l'enclavement de plusieurs régions par rapport aux autres. Dans ces conditions, on ne peut impulser une dynamique unitaire qu'en développant les moyens de communication et les réseaux routiers.

La violence dans notre pays représente donc une force politique, un variable d'ajustement pour conserver le pouvoir – l'appartenance ethnique étant souvent utilisée en guise de manipulation au détriment d'un projet politique. En tout cas, trois raisons expliquent l'incapacité de la République Démocratique du Congo à prendre en main, de manière autonome, son destin. *Primo*, l'absence de vision commune des leaders congolais qui affaiblit l'autorité de l'État. *Secundo*, tant que le problème des FDLR ne sera pas réglé, Paul Kagame trouvera toujours une raison d'évoquer la menace qui pèse sur le Rwanda à partir du territoire congolais. *Tertio*, les différents petits conflits ethniques à travers le pays finiront, si on ne les règle pas en urgence, par être exploités officiellement par des pays voisins dans l'espoir de fragiliser davantage notre Patrie.

Si Joseph Kabila aime réellement l'armée, depuis 2001 qu'il est au pouvoir, il aurait pu créer ne serait-ce que deux brigades pour protéger la frontière de l'Est. Flagrante incohérence ! Une chose est certaine, le président Kabila ne tient pas à reconstruire une armée congolaise digne d'un pays aux ambitions continentales. C'est là que le bât blesse. Voilà pourquoi la Monuc, laquelle était en réalité victime de l'irresponsabilité de la classe dirigeante congolaise, était une partie de la solution et non le problème. 18 000 hommes sur un pays dont la superficie est de 2 345 000 km<sup>2</sup>, c'était insuffisant par rapport à une armée rwandaise de 70 000 soldats bien entraînés. En plus de cela, le mandat de la Monuc, qui consistait à aider les FARDC, n'était pas du tout bien défini. Même si le chapitre 7 de la charte des Nations Unies permettait aux Casques bleus de recourir à la force, comment une force onusienne pouvait-elle aider une armée nationale si celle-ci n'était pas en mesure de remplir convenablement ses missions ?

De toute évidence, les conséquences de la guerre à l'Est de notre pays depuis 1996 sont la destruction du lien social et la haine incroyable entre les populations rwandophones et le reste de la population congolaise. Personne n'ignore que la cohésion nationale ne se consolidera que grâce à la réhabilitation de l'État : c'est-à-dire au fait de penser autrement les services d'état-civil, de faire un vrai recensement de la population, d'instaurer une carte d'identité fiable et d'encourager l'émergence d'une armée ainsi que d'une police républicaines.

## *Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

Chers Compatriotes,

Pour faire face à la faillite de l'État congolais, le projet du *Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo*, que je porte et propose à l'ensemble de nos compatriotes, repose sur quatre principes fondamentaux : à savoir **la Liberté, l'Égalité, la Sécurité et la Prospérité**. Mes collaborateurs et moi-même, nous sommes déterminés à atteindre ses objectifs à l'aide d'une politique audacieuse axée sur *la croissance économique, l'évolution sociale, l'innovation politique et la paix*.

Soucieux de la stabilité sociale et de la sécurisation du territoire national, si jamais vous nous faites l'honneur d'accéder à la magistrature suprême, le premier budget de l'État que nous adopterons sera un budget de croissance économique et de défense nationale. D'une part, notre gouvernement permettra de générer de nouvelles richesses matérielles et combattrà le chômage grâce à la création d'emplois tout en faisant de l'agriculture la priorité des priorités. D'autre part, non seulement notre gouvernement préservera la paix publique, mais il sécurisera aussi les citoyens ainsi que leurs biens, et défendra la Nation tout entière.

Mais comme l'on ne peut pas limiter l'organisation de la société au parcours et à l'effort d'un seul homme, nous devons majoritairement nous approprier le réveil de l'espoir suscité en amont ainsi que l'organisation de notre prochaine campagne présidentielle. Il nous revient donc de permettre la réalisation dans notre pays du projet de société que proposera *le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo*. Nous devons impérativement devenir, 50 ans après la reconnaissance internationale de la République Démocratique du Congo, les pionniers qui transmettront le bonheur aux futurs générations.

Je connais la difficulté de la tâche qui nous attend, dans un pays où la classe dirigeante essaie d'étouffer par tous les moyens les revendications qu'elle n'arrive pas à satisfaire. Mais cela ne saura décourager notre ardeur, car nous sommes déterminés à incarner la crédible alternative politique dont a tant besoin notre peuple. Conscients du fait que l'idéal est toujours meilleur que le réel, nous nous efforcerons pour que le réel se rapproche de l'idéal. En tout cas, notre devoir, c'est d'y parvenir absolument.

Une chose est sûre, c'est que je crois beaucoup à la chose publique. **Cette chose publique ne permettra la croissance économique et la prospérité sociale que lorsque les intérêts personnels seront relégués à l'arrière-plan. Le progrès social ne pourra être possible que lorsque la morale de la République l'emportera sur les considérations individuelles.** Voilà pourquoi nous devons à tout prix éviter que la substance même de la République, c'est-à-dire le peuple, ne soit gravement atteint comme l'est en ce moment le sommet. Il revient donc à la base, dont nous sommes l'incarnation, d'agir pour faire émerger, le moment venu, une nouvelle direction en

*Allocution de G.-H. Lonsi Koko pour le Cinquantenaire de l'indépendance de la RD Congo*

mesure de mieux conduire les affaires du pays.

La bataille que nous engageons pour la libération de notre Patrie, donc pour la délivrance de nos populations, ne se livrera pas que sur les plans politique et financier. Nous devons être mentalement préparés et en phase avec les forces intérieures. Voilà pourquoi il nous faudra, au-delà de la constance et de la perspicacité militantes, une foi inébranlable dont la corruption ne saura jamais vaincre. Croyez moi, dans ce combat, nous ne sommes pas du tout seuls. En effet, tous nos compatriotes morts pour que le Congo reste debout – comme Papa Simon Kimbangu, Patrice Lumumba et tant d'autres – nous apporteront, à n'en pas douter, la transcendance nécessaire à la réussite d'une révolution populaire.

Vive la République Démocratique du Congo, une et indivisible !

Vive le peuple congolais plus que jamais libre !

Fait à Paris, le 29 juin 2010